

PROJET D'ACCORD CHANTAGE-COMPETITIVITE

Apprendre à Négocier...



→ Ne pas reproduire l'exemple des entreprises pour lesquelles les efforts de compétitivité demandés aux salariés n'ont pas évité les plans sociaux ou les fermetures d'usines

→ Défendre les intérêts des salariés et pas ceux des patrons

→ Eviter de signer tout et son contraire en résistant au discours plaintif sur les charges salariales, le droit du travail trop contraignant, la conjoncture ou la concurrence mondiale

A qui les salarié-es du Groupe peuvent-ils vraiment faire confiance dans la négociation de cet accord ?

Avons-nous une vision complète et honnête des reculs sociaux que la direction de RENAULT tente de nous faire avaler ?

Chaque jour apporte son lot d'annonce : aujourd'hui suppression de 7 500 postes, demain fermeture d'une usine ?

Quel pouvoir auront les négociateurs à faire respecter les futurs engagements de la direction ?

Les réponses à ces questions ne sont pas dans les discussions en cours, mais dans une analyse fine du passé ; Elles apparaissent avec évidence, tant dans le comportement cupide de nos hauts dirigeants, de leur incapacité à bâtir une stratégie industrielle visionnaire par manque de passion pour le produit automobile, que dans la posture des organisations syndicales signataires qui les accompagnent systématiquement.

Savoir présenter l'inacceptable

Effondrement des ventes ? Où est la surprise avec une gamme qui manque de renouvellement, d'innovation, d'attractivité ?

Usines sous-engagées ? Délai de livraison pour une CLIO4 : 3 mois. Avec la seconde chaîne d'assemblage que la direction avait fait démonter en 2007, Flins aurait augmenté ses volumes de fabrication et protégé le bon démarrage de ZOE. Qu'est-ce qui empêche par ailleurs Sandouville ou Douai d'accueillir la fabrication d'un DUSTER que le monde entier s'arrache ?

Recentrer l'ingénierie-tertiaire sur le cœur de métier ? Avec la suppression de 2 000 personnes aux études et 1 300 dans le tertiaire, on est dans le décapage, pas dans le recentrage.

Le vrai cœur de métier dont il est question, c'est la chasse aux subventions et aux aides publiques en France et l'accélération des transferts d'activités/fabrications vers les RTX et les pays *low-cost*.

Une direction rompue à toutes les manipulations

Ainsi la subvention record pour l'usine MCA de Maubeuge : 1,33 million d'euros contre la promesse non respectée de 800 embauches en 5 ans. Et une fois l'argent public en poche, la direction a pris la décision de ne pas renouveler KANGOO avant 2021, laissant le champ libre aux DACIA LODGY & DOKKER...

Haute Normandie : 12 millions de crédit en 2009 pour une usine de Sandouville moribonde avec un taux d'occupation de 28%. Comment cet argent est utilisé puisque selon nos dirigeants, nous manquons toujours désespérément de compétitivité ?

Les millions qui rentrent n'ont pas stoppé la délocalisation massive, avec l'impact que l'on connaît pour le personnel : 8 274 postes supprimés dans le Groupe entre 2008 et 2012.

Si pour PSA, l'état justifie les 8 500 suppressions de postes par un manque de présence à l'international, alors pour RENAULT, ces 7 500 emplois en moins, c'est pour protéger le salaire et les dividendes d'un Carlos Ghosn promettant main sur le cœur ne pas fermer d'usine ?

Aidée par des syndicats complices qui frétilent de la plume

Accord RTT de 1999 : On se demande quel intérêt a pu conduire la CFDT/CFE-CGC/CFTC/FO à conclure une réduction du temps de travail à 35h avec seulement 10 jours de RTT.

Même complaisance avec le contrat social de crise 2009 signé par CFDT/CFE-CGC/CFTC/CGT/FO : l'ingénierie basculait historiquement dans le chômage partiel, préparant à une délocalisation durable pour les RTX tout en hypothéquant l'avenir de la gamme alors que l'urgence était d'y travailler.

Plus incroyable en 2011 : Malgré l'in vraisemblable reculade dans son affaire de faux espionnage et 3 cadres jetés comme des malpropres, Carlos Ghosn reçoit le soutien indéfectible du Conseil d'Administration. Vote à l'unanimité CGT/CFE-CGC/FO.

Contre quelle autre monnaie d'échange, CFDT/CFE-CGC/CFTC se sont-ils couchés devant le MEDEF pour un accord national faisant reculer le code du travail et les droits des salariés ?

SUD ne fait confiance ni à l'un ni à l'autre

Quelle confiance accorder à un PDG qui avait promis 800 000 véhicules supplémentaires et une MOP de 6% pour mettre finalement les usines françaises à l'arrêt et ranger Laguna top3 aux oubliettes ?

Quelle parole pour celui qui annonce en fanfare une usine de Flins capable d'assembler 100 000 batteries avec 500 emplois et qui finit par détruire 300 postes sur le même site en plein démarrage de 2 projets essentiels ?

Quelle confiance en des représentants de syndicats centraux qui disent oui à tout et qui nous ont déjà démontrés qu'ils étaient incapables de défendre les accords signés et les salariés ?

Aux salarié-es qui ont perdu aujourd'hui le sentiment de maîtriser leur avenir, SUD répond qu'ils ne peuvent compter que sur leur réflexion et sur leur mobilisation pour refuser ce chantage ! SUD appelle à la mobilisation de toutes et tous pour combattre le recul social ! Demain il sera trop tard !

POUR SUD, IL FAUT AGIR POUR NE PAS SUBIR